

Dans les écoles

⇒ Toujours près de 300 écoles en Gironde qui auraient une moyenne à plus de 24 élèves/classe : *autant de postes à créer*

⇒ Alors que des centaines de classes sont fermées faute de remplaçant : *aucun poste de titulaire remplaçant n'est créé, pire la DASEN décide d'en supprimer un !*

⇒ Aucune amélioration de la prise en charge des élèves à besoins éducatifs particuliers : *pour avoir un réseau d'aide complet pour 800 élèves, il faudrait créer près de 300 postes de RASED dans notre département. Or la DASEN ne prévoit aucune création de postes de maître E ou G et 1 seul poste de Psy-En !*

Dans les lycées et collèges

⇒ Les groupes d'une troisième langue autre que anglais et espagnol ne sont plus financés ce qui aura pour conséquence de supprimer des heures de latin, des



Après 2 ans de scolarité malmenée, on ne peut pas négocier sur la rentrée !

dédoublings en sciences... *Il faut réabonder les DGH de ces heures*

⇒ En lycée du fait de la réforme, il manque des heures afin de pouvoir assurer toutes les spécialités ce qui va contraindre les établissements à en supprimer certaines. *Il faut l'abrogation de cette réforme et le rétablissement des heures disciplinaires.*

Pour l'enseignement spécialisé

⇒ Les élèves d'ULIS ne sont toujours pas comptabilisés dans les effectifs et conduisent à avoir des classes à 31 ou 32 élèves au

collège. Dans le premier degré, de trop nombreux élèves sont en attente de place. Il faut donc la création de divisions et donc de postes.

⇒ Les SEGPA comme toutes les structures d'enseignement spécialisé sont démantelées. Les heures d'ateliers diminuent drastiquement.

Pour les AESH et les AED

⇒ Les accompagnant.es d'élèves en situation de

handicap et les assistant.es d'éducation sont encore et toujours plus précarisés. Aucune annonce de création de statut, d'accès à un vrai salaire et la hiérarchie s'émeut de ne pas réussir à recruter sur ces postes !

Pour les agents administratifs

⇒ En 10 ans, les services de la DSDEN ont perdu près de la moitié de leurs postes alors que la charge de travail ne cesse de s'alourdir avec notamment la loi de transformation de la fonction publique. La contractualisation en lieu et place du statut est légion.

Enseignant.es, AESH, AED, agents administratifs, de la médecine scolaire et d'orientation ...

Personnels, parents d'élèves : RASSEMBLEMENT devant la DSDEN de BORDEAUX MERCREDI 2 MARS à 15 heures

(30 cours de Luze – Tram D – arrêt C. Godard)

Avec demande que les délégations d'écoles/établissements/services présents soient reçus collectivement avec les organisations syndicales par la DASEN pour entendre celles et ceux qui portent au quotidien le service public national d'éducation et pour exiger :

**Des postes statutaires, des moyens !
Tout de suite, maintenant, partout !
Dans toutes les écoles, établissements et services !**

Les organisations syndicales après les votes contre unanimes sur les projets de carte scolaire de la DASEN pour la rentrée 2022, appellent tous les collègues à se réunir pour lister tous les besoins en postes/moyens pour chaque école/établissement/service et à venir les faire valoir au rassemblement en associant autant que possible les parents d'élèves ...

La situation n'est pas tenable ! Les revendications doivent aboutir !

Le 13 janvier, suite à la mobilisation historique dans l'Éducation nationale, le ministre ébranlé a été contraint de faire des annonces notamment celle de recruter l'ensemble des candidat.es inscrit.es sur les listes complémentaires des concours enseignants du 1er degré. Cette annonce se traduit par 13 fonctionnaires stagiaires pour les 940 écoles de Gironde ! Rien pour les collèges et les services de l'EN ! Aucun moyen pour les lycées mais seulement le report des épreuves de spécialités du baccalauréat en mai ! Les personnels du second degré veulent des postes statutaires, des équipes pluriprofessionnelles complètes et moins d'heures supplémentaires imposées.

La brèche est ouverte ! Il faut poursuivre la mobilisation pour obtenir un recrutement massif et immédiat de personnels sous statut, clef de voûte pour faire aboutir toutes les autres revendications qui en découlent :

⇒ Respect du statut et amélioration immédiate des conditions de travail des agent.es : abandon de tous les dispositifs de profilage de

poste, accord de toutes les demandes formulées par les personnels pour les temps partiels, disponibilités, exeat/ineat, autorisations d'absence... Aucune heure supplémentaire imposée.

⇒ Rétablissement d'un baccalauréat avec des épreuves nationales, terminales et anonymes.

⇒ Rétablissement d'une véritable formation continue et initiale de qualité sur temps de travail. Abandon de la réforme des concours à Bac +5, obstacle au recrutement .

⇒ Plan de titularisation et accès au statut pour tous les personnels précaires de l'Éducation Nationale : contractuels, AESH et AED ..

⇒ Augmentation générale des salaires.

⇒ Respect du droit syndical et retrait des lois liberticides.

Bordeaux, le 16 février 2022

Un préavis de grève couvre tous les personnels.